

## **CR des Etats généraux de la recherche : 28 et 29 octobre 2004 - Grenoble**

### **Rappel historique**

Le mouvement "Sauvons La Recherche" est parti des grands directeurs des labos de recherche, mais a pris une grande ampleur et a déclenché une véritable fronde des chercheurs grâce, en particulier, aux jeunes chercheurs et aux doctorants désespérés par les mesures budgétaires de Claudie Heigneré et l'absence d'un avenir professionnel satisfaisant dans la recherche .

**L'origine des EG** : au lendemain des élections régionales le gouvernement a changé de ton et a annoncé des mesures qui pourraient satisfaire un certain nombre des chercheurs. Mais le mouvement initial des chercheurs a entraîné la convocation des Etats Généraux de la Recherche, sous l'égide de Baulieu et Brézin, dans le but d'élaborer les contre propositions du mouvement des chercheurs. Tandis que le Ministère voulait une organisation contrôlée par lui. La mise en place du CPE ou CIP (Comité Initiative Proposition) sous la responsabilité de Baulieu et Brézin a résulté d'un compromis entre les deux projets. Du coup, si les Comités Locaux des EG (CLOEGs) ont pu s'organiser et fonctionner comme ils l'ont voulu, au niveau du CIP c'était un peu plus encadré et contrôlé.

**Le principe des EG** était d'organiser les débats de la communauté scientifique au sein des CLOEGs. Le fonctionnement et la composition des CLOEGs ont été très différents d'un comité à l'autre. Si la démocratie et les débats internes dans certains CLOEGs ont bien fonctionné, dans d'autres nous avons assisté à des débats virtuels par un site web ... Si dans certains CLOEGs les syndicats ont été bienvenus et ont apporté leurs contributions, dans d'autres les syndicats en ont été carrément exclus.

Autre fait à remarquer : le mouvement SLR n'a pas eu le soutien massif des personnels ITA / IATOS pour des raisons que nous connaissons : le sentiment du mépris des enseignants/chercheur envers ces personnels, les ITA qui n'ont pas voulu se mobiliser derrière leur directeur du labo., les syndicats qui étaient à la traîne du mouvement (le milieu des chercheurs est-il peu syndiqué ?), le rapport de force insuffisant, ...

Les travaux des CLOEGs ont abouti aux assises des EG les 28 et 29 octobre 2004 à Grenoble.

### **Le déroulement des assises des EG à Grenoble**

Le jeudi 28 octobre, à l'ouverture des assises, un peu moins de 1000 congressistes étaient accueilli par une foule de CRS et une dizaine de camarades de la CGT (Fercsup, SNTRS et les secrétaires de l'UD 38). Alors que les CRS surveillaient avec beaucoup de vigilance, la CGT diffusait son tract sur la recherche avec le sigle de **la FERC CGT**. Des congressistes ont dit leur satisfaction de ne pas être accueilli uniquement par les CRS ...

A l'intérieur de Alpes Expo, la FERCsup CGT a tenu un stand (avec des documents réunis au dernier moment puisque la tenue d'un stand n'était pas prévue d'avance) en commun avec le SNCS FSU à côté des différentes associations pour la recherche, ...

A l'ouverture des séances nous avons assisté aux discours de F. Fillon et de son ministre délégué. Leurs présences aux assises n'a duré qu'une heure. Pendant leurs discours des « contestations pacifique » par des toux interminables étaient remarquées.

La majorité des participants croyait fortement aux travaux des CLOEGs, synthétisés par la commission nationale, et aussi à la légitimité des assises ; sauf, entre autres, le groupe des contestataires (Pièces et Main d'œuvres) qui, seulement après le départ du ministre, a diffusé

un tract « Etats Généraux de la servitude – irresponsabilité et ignominie du milieu scientifique » et a essayé de perturber la séance en vain.

Il y avait une alternance entre les travaux en séances et le débat avec la salle, où chacun pouvait s'exprimer librement. Suite aux débats, des modifications ont été apportées aux différents rapports.

Les 3 rapports sont fortement liés les uns aux autres, sinon comment parler des financements de la recherche sans parler de Sciences et société, sans parler de l'avenir des jeunes chercheurs, des jeunes doctorants et des personnels IATOS ? Le rapport sur « les statuts des personnels » attire toute notre attention. Le résumé de ce rapport porte, entre autres sur : 1) « ...la nécessité d'un plan pluriannuel des emplois scientifiques, à commencer par l'emploi des personnels des catégories A/B/C et même les ouvriers, sans lesquels il n'y aura pas de recherche. Une politique de recrutement est donc nécessaire, les universités sont fortement sous dotées, ... ». 2) « ... L'amélioration des évaluations des ITA/IATOS, par ex. les IR qui ont des publications doivent être évalués dans les mêmes instances que les enseignants chercheurs... ». Suite au débat avec la salle, il y a eu la remarque selon laquelle « ...il faudrait tenir compte des évaluations d'autres personnels qui ont aussi des publications ... ».

Le même rapport confirme la volonté des CLOEGs de soutenir les 2 statuts d'enseignant/chercheur et le chercheur. Après un débat important, dans les CLOEGs, le statut unique a été rejeté.

Concernant les autres rapports, suite à mes discussions avec des enseignants chercheurs de toutes tendances (syndiqués FSU ou non syndiqués) j'ai re-constaté la divergence de vue entre des enseignants chercheurs et des chercheurs en Sciences Humaines et Sociales qui rejettent ces travaux et leurs homologues en sciences fondamentales qui y apportent leur soutien. En plus des rapports, des tables rondes ont eu lieu sur les thèmes de « Europe de la recherche » et « recherche bien public et bien privé ». Ces travaux ont duré toute la journée du jeudi. Du 17h30 à 19h30, il y a eu des tables rondes autour des thèmes suivants : « Europe de la Recherche » et « Recherche, bien public et bien privé ». Michel Doneddu du SNTRS a participé au symposium « Recherche, bien public et bien privé ».

Les travaux des CLOEGs ont eu l'approbation de l'ensemble des participants (moins 2 abstentions et une voix contre). Il s'agit plutôt d'un vote de confiance aux travaux réalisés. Par ailleurs, une motion a été votée à l'unanimité pour que les travaux des assises soient pris en compte dans la loi d'orientation et de programmation de la recherche qui sera votée au printemps 2005.

Étant la seule syndiquée de la FERCSup aux assises et n'ayant pas de consigne de vote, j'ai pris l'initiative de ne pas participer aux votes.

Les représentants des partis politiques étaient invités le vendredi après midi. Étaient particulièrement appréciés les discours de Marie Christine Blandin, très concret et proche du terrain, et celui de Marie Georges Buffet où on a trouvé la sincérité et la volonté d'aller au devant avec l'ensemble des personnels de la recherche.

M. Sarkozy qui devrait y participer s'est excusé (il a compris que l'ambiance n'est pas en sa faveur) et a envoyé une lettre qui a été massivement sifflée.

6 questions ont été posées aux personnalités politiques que vous trouverez sur le site web des EG.

Un comité de suivi est prévu pour continuer à peser sur la LOP après les assises de Grenoble.

A mon avis, plusieurs points sont à prendre en compte dans les travaux des EG :

- le rapport présenté par Brézin était, à mon avis, un succès pour le mouvement. Mais je ne crois pas que le gouvernement va l'appliquer...
- Les enseignants-chercheurs peuvent être contents, car le mouvement a exigé beaucoup pour les universités (alors que le personnel IATOS était moins actif que les chercheurs). Les doctorants et les jeunes chercheurs aussi, mais eux s'étaient très mobilisés.
- La faiblesse des EG c'est qu'ils n'ont pas pris en compte toute la recherche : ils n'ont pratiquement rien dit sur les conditions de travail et la situation des personnels dans la recherche privée. Et ils n'ont rien dit non plus sur la recherche militaire (30 à 40% des crédits publics de recherche !). Quelle évaluation de ces recherches, comment les orienter, voilà de très graves problèmes qui n'ont pas été abordés.

Ceci étant, je pense que par rapport à notre activité syndicale envers les enseignants / chercheurs nous devrions utiliser le document final, dès qu'il sera sur le site des EG après des modifications apportées. Il peut être considéré comme un outil de travail pour mieux connaître les statuts et les revendications des enseignants/chercheurs et les chercheurs pour un syndicat comme le notre qui va vers la syndicalisation des enseignants.

Mitra